



HAZ QUE TU FORMA DE VIVIR Y ALIMENTARTE

CUENTE



Le secteur laitier annonce à Bruxelles une feuille de route historique pour lutter contre le changement climatique avec une réduction de 55% des gaz à effet de serre d'ici 2030

La décarbonation, l'« agenda vert » et le bien-être animal ont été au cœur des débats des experts réunis lors du IIIe Forum sur la durabilité des produits laitiers

InLac avance que le secteur laitier réduira les émissions d'ammoniac (3% par an), favorisera l'économie circulaire et favorisera la qualité des sols, de l'eau et des services écosystémiques

Madrid/Bruxelles, le 30 octobre 2024.- L'[Organisation interprofessionnelle laitière \(InLac\)](#) a organisé aujourd'hui le **IIIe Forum sur la durabilité laitière** sous le titre « **Le défi de la décarbonation : le secteur laitier européen, engagé pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique** », dans le cadre de la campagne « [Comptez sur les](#) produits laitiers européens » cofinancé avec l'aide de l'UE, dans lequel ont été esquissés quelques engagements « historiques » qui marqueront un avant et un après pour cette activité économique.

Ce Forum, qui a réuni des acteurs économiques et sociaux et des experts de premier plan, a permis d'anticiper un agenda vert qui permettra de réaliser des avancées significatives en matière de décarbonation et de lutte contre le changement climatique dans les années à venir. « Dans notre feuille de route pour un secteur laitier durable sur les plans économique, social et environnemental, InLac prendra des engagements majeurs pour **réduire les gaz à effet de serre**, de 55 % d'ici 2030, ainsi que **les émissions d'ammoniac** (3 % de moins chaque année) et promouvoir **l'économie circulaire et la qualité des sols, de l'eau et des services écosystémiques** », a déclaré la directrice générale d'[InLac](#), **Nuria María Arribas**.

« Le secteur laitier est fermement engagé à la fois envers le consommateur – en lui fournissant des aliments sains, nutritifs, sûrs, innovants et durables – et envers la planète parce que chaque jour nous sommes plus efficaces avec les ressources et l'environnement », a déclaré le directeur général.

Quoi qu'il en soit, **M. Arribas** a également rappelé que le secteur laitier européen devrait être reconnu pour ses contributions positives, car « nous sommes confrontés à un moteur de développement économique, de création d'emplois et de développement rural alors que nous pourrions donner de multiples exemples de contributions à l'environnement ». Ainsi, il a souligné que les pâturages séquestrent le dioxyde de carbone - l'un des gaz responsables du changement climatique - et que l'activité maintient les écosystèmes en soin tandis que « des activités telles que le pâturage contribuent à la préservation de la biodiversité et favorisent le maintien de l'équilibre du paysage en évitant les incendies et en mettant fin au manque de contrôle de la masse forestière ».

De même, il a souligné que « le secteur investit fortement dans la durabilité et l'utilisation efficace des ressources naturelles dans les processus de production laitière, en réduisant l'empreinte hydrique et carbone et en améliorant les emballages vers des emballages plus recyclables et circulaires ». « Il s'agit d'un secteur laitier essentiel pour la durabilité économique, sociale et environnementale. Et cette contribution positive doit être expliquée et reconnue par nos administrations et par les consommateurs », a déclaré **M. Arribas**.

Comme le rappelle **InLac**, tous les pays de l'UE produisent du lait dans un classement avec des acteurs importants tels que l'Allemagne, la France, la Pologne, les Pays-Bas, l'Italie, l'Irlande et l'Espagne (dans ce cas, le plus grand producteur de l'UE de fromage de brebis pur et le deuxième plus grand producteur de fromage de chèvre pur, comme données frappantes). Rien qu'en Espagne, la chaîne de production, de transformation et de commercialisation réalise un chiffre d'affaires d'environ 13 000 millions d'euros par an et génère plus de 70 000 emplois directs (dont plus de 30 000 dans l'industrie laitière). Le secteur compte 1 700 centres agréés pour la collecte et la transformation tandis que 17 100 agriculteurs livrent du lait, dont 10 300 vaches, 2 800 ovins et 4 000 caprins.



HAZ QUE TU FORMA DE VIVIR Y ALIMENTARTE

CUENTE



Comment parvenir à un secteur laitier européen plus durable ? Est-il possible de minimiser l'impact environnemental ? L'opinion publique est-elle consciente de tous les impacts positifs de l'activité ? Les nouvelles règles sur le transport des animaux sont-elles durables ? D'éminents experts ont fait la lumière sur ces aspects et sur d'autres.

Le chef adjoint de l'unité Production animale de la direction générale de l'agriculture de la Commission européenne, **Carlos Martín Óvilo**, a souligné dans son discours que garantir un secteur laitier durable et compétitif dans l'UE « est un objectif stratégique ». « D'un point de vue social et économique, l'élevage est vital pour fournir des denrées alimentaires et d'autres produits essentiels aux citoyens et maintenir la vitalité des zones rurales. Cependant, le secteur de l'élevage de l'UE est actuellement confronté à des défis importants, notamment en matière de durabilité environnementale », a-t-il déclaré.

« Bien que l'élevage contribue aux émissions de gaz à effet de serre (baisse) et à la pollution de l'air, de l'eau et des sols, il fournit également des externalités positives telles que l'entretien des paysages, la séquestration du carbone, les engrais écologiques, l'apport de protéines de grande valeur, etc. La PAC dispose d'un large éventail d'instruments pour réduire les impacts négatifs et valoriser les impacts positifs », a fait valoir **Martín Óvilo**.

Tomás García Azcárate, économiste agricole et membre de la commission de durabilité laitière de la campagne « [Comptez sur les produits laitiers européens](#) », a souligné le modèle de production actuel et sa pertinence en tant que facteur de plus grande compétitivité sur des marchés internationaux exigeants. « L'Europe offre des produits de qualité, source de plaisir pour les consommateurs et avec le plus haut niveau de garantie de santé au monde. En outre, le secteur laitier, main dans la main avec InLAC, a présenté sa feuille de route durable pour les années à venir », a-t-il déclaré. « La stratégie reflète l'engagement de consolider l'activité de production et de transformation du lait dans les zones rurales espagnoles, en garantissant son maintien et celui des services écosystémiques associés. Il permettra à tous les acteurs de la chaîne de transmettre à la société et aux administrations l'effort que fait l'ensemble du secteur », a-t-il souligné.

Santiago Campos (Asaja Brussels) a également attiré l'attention sur les avantages du secteur laitier européen, qui ne sont pas suffisamment connus ou reconnus. Dans son discours, il a abordé la situation du secteur agricole, d'un point de vue européen, en mettant l'accent sur les incertitudes liées au paquet sur le bien-être animal, aux accords commerciaux avec les pays tiers, à l'impact du Pacte vert pour l'Europe et à « ses réglementations fondées exclusivement sur la durabilité environnementale ».

Le nouveau règlement de l'UE sur les transports a fait l'objet d'une partie du débat, avec les contributions de **Paula de Vera**, conseillère politique principale au **COPA-Cogeca** – l'organisation qui regroupe les organisations professionnelles agricoles et coopératives – et **de Jaume Bernis**, agriculteur avec plus de 40 ans d'expérience, responsable des secteurs de l'élevage au COAG et conseiller du groupe III du CESE.

De Vera a défendu que les exigences en matière de bien-être animal doivent être fondées sur des preuves scientifiques et tenir compte de la viabilité économique et sociale des exploitations, sans oublier la cohérence avec d'autres politiques de l'UE, telles que la politique agricole commune (PAC) ou le commerce international, et que la durabilité de nos exploitations et le respect des traditions et du patrimoine culturel européens doivent être les points de départ de toute réforme du bien-être animal.

Selon lui, « il est essentiel de réaliser une étude socio-économique approfondie pour éviter que les petites et moyennes exploitations agricoles ne soient les plus touchées par les nouvelles exigences bureaucratiques et les surcoûts ». « La santé et le bien-être des animaux sont étroitement liés, et les nouvelles mesures doivent garantir que les deux aspects sont améliorés sans générer d'effets négatifs disproportionnés », a-t-il déclaré.

Pour sa part, Jaume Bernis - rapporteur de l'avis NAT/ 918 du CESE sur le bien-être des animaux dans le transport d'animaux vivants - a fait valoir que « de toute évidence, les agriculteurs sont les premiers à s'intéresser à ce que nos animaux voyagent avec un maximum de bien-être », mais tout changement devrait, selon lui, faire l'objet d'une étude d'impact économique exhaustive. social et environnemental des dépassements de coûts des mesures proposées.